

*Initiatives ministérielles*

Je vois mon collègue, l'ex-ministre, qui hoche la tête, parce qu'il est d'accord. Il reconnaît ses erreurs d'antan, monsieur le Président, et il a changé d'avis et d'attitude. Il n'est jamais trop tard pour bien faire, jamais trop tard pour changer. J'espère seulement qu'il exercera des pressions, qu'il appuiera le ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, de sorte qu'il saura, lorsque le comité de développement économique du Cabinet siègera, que les crédits consacrés au PAREL ne servent pas qu'à venir en aide aux personnes âgées et aux autres Canadiens qui désirent rénover leur domicile, mais qu'ils contribuent à créer de l'emploi partout au Canada.

Certains conviendraient que ces fonds contribuent effectivement à créer des emplois au Canada, mais pas de façon notable. Je ne partage pas leur avis, pas du tout. Dans des localités de la Nouvelle-Écosse comme celle d'où vient le ministre responsable de l'Habitation, dans le comté de Pictou, dans la vallée de l'Annapolis, dans le comté de Cap-Breton et dans le comté de Halifax, dans d'autres parties du Canada atlantique, ce genre de programme crée des emplois importants, donnant du travail aux menuisiers dont un grand nombre sont en chômage au Canada. Cela aiderait énormément l'industrie de la construction qui, dans bien des régions du pays, affiche un taux de chômage dépassant les 70 p. 100 ou 75 p. 100. Le chômage touche les travailleurs des divers corps de métier, que ce soient les plombiers, les électriciens ou d'autres. Ce sont ces personnes que nous représentons au Parlement du Canada.

• (2100)

Je crois qu'il serait beaucoup plus utile d'investir dans l'industrie de la construction domiciliaire—et je sais que mon collègue de London-Est serait d'accord avec moi là-dessus—au lieu de dépenser 21 millions de dollars dans une campagne de propagande pour le ministre de l'Industrie et du Commerce. Il est absolument idiot d'acheter des photographies et des annonces dans les journaux et à la télévision, alors que nous pourrions donner au secteur de l'habitation une aide dont il a grandement besoin, contribuant du même coup à réduire le taux de chômage.

J'ai été en désaccord avec l'actuel ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement sur un certain nombre de questions, mais j'espère que,

cette fois-ci, nous avons les mêmes objectifs. Je suis certain que le ministre voudrait avoir des ressources additionnelles pour répondre à ces besoins.

Pourtant, je ne suis pas certain qu'il puisse compter sur l'appui de ses collègues. Je ne sais pas si le ministre là-bas que j'appelle le ministre fantôme, le ministre d'État chargé des Petites entreprises, comprend quoi que ce soit aux besoins en matière de logement dans notre pays. Je crois que ce ministre s'intéresse davantage aux belles photos en couleurs. . .

**Des voix:** Et aux brochures.

**M. Dingwall:** . . . et aux brochures qu'il fait imprimer aux États-Unis pour promouvoir certains des programmes de son propre ministère. À mon avis, l'argent dépensé pour faire imprimer ce genre de brochure en couleurs serait plus utile si l'on s'en servait pour répondre aux besoins en matière de logement des Canadiens ordinaires.

Je ne sais pas quelle est la position du ministre des Communications au sujet des besoins des Canadiens en matière de logement. Il n'y a aucun signe tangible que ce ministre appuie les efforts notables du ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. En fait, je pense que ce ministre est le justicier solitaire. Il est le seul qui se préoccupe des besoins des Canadiens en matière de logement.

Pour ce qui est du ministre de l'Emploi et de l'Immigration, nous ne savons pas s'il comprend l'importance du logement et des besoins qui existent dans notre pays sur ce plan. Nous croyons que ce ministre établit mal ses priorités, pour ce qui est de créer des emplois.

Ce n'est pas sans regret que je dis que le ministre d'État chargé des Petites entreprises a connu un échec complet, et je le dis sincèrement. Il n'a absolument rien fait pour soutenir les progrès économiques de notre pays. Évidemment, il n'a été surpassé à ce titre que par le ministre des Communications qui, je pense, ne ferait pas la différence entre une bécosse et une maison de quatre chambres dans le centre-ville de Toronto.

J'espère que les députés d'en face examineront sérieusement la possibilité d'appuyer le ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement en lui assurant le financement dont le besoin se fait cruellement sentir dans le domaine du logement. Mon collègue de London-Est y a fait allusion, et j'en ai parlé également